



Les Rencontres Eurafricaines à Ouagadougou

2iE - 5 et 6 juillet 2017



L'équipe d'Eurafrique 21 entourée des jeunes

EURAFRIQUE 21 a organisé ses 1^{ères} Rencontres à Ouagadougou les 5 et 6 juillet, avec la participation de Claude Fischer-Herzog, directrice d'ASCPE Les Entretiens Européens et Eurafricains, celle d'André-Franck Ahojo, directeur adjoint des Entretiens Eurafricains, et celle de notre ami et partenaire Hichem Ben Yaïche, rédacteur en chef de IC Publications.

Deux journées de débats intenses qui s'inscrivent dans la préparation de la 3^{ème} édition des Entretiens Eurafricains de Dakar qui aura lieu les 6 et 7 février 2018 sur le thème « *Une Union régionale en Afrique de l'Ouest pour une croissance inclusive* ».

Deux journées qui se sont terminées autour d'un verre de l'amitié à l'Institut français et par une séance cinéma avec la projection des fictions *Fences* et *Figures de l'ombre*, dans le cadre de la semaine américaine au cinéma...

Journée de formation

S'approprier l'économie pour pouvoir débattre et agir

La 1^{ère} journée « formation » a rassemblé les adhérents et quelques sympathisants de l'association¹ pour des échanges sur le rôle de l'association : permettre à la société civile de s'approprier l'économie et d'organiser le débat public avec les institutions... Un challenge tant les citoyens et les acteurs sont coupés de leurs institutions, qu'elles soient nationales, régionales ou internationales. La démocratie ne se résume pas à l'élection des dirigeants, puis chacun reprend son rôle : d'un côté les institutions qui gèrent, et de l'autre, la société qui attend, impuissante, espérant que le changement

viennne d'en haut, ou qui conteste et s'oppose... La participation au changement économique, social et politique oblige les citoyens et les acteurs à s'informer, se former, travailler sur toutes les questions qui traversent nos sociétés. C'est vrai en Europe, c'est vrai aussi en Afrique... Et au Burkina Faso, rien ne sera facile. Le gouvernement a proposé un Plan National de Développement économique et social (PNDES), et tous les efforts doivent être tendus vers sa réussite. Or, comme nous l'a très bien expliqué un conseiller du Ministre de la Justice, on part avec des handicaps liés à l'avènement du

changement lui-même. L'entêtement de Compaoré a généré une culture de la manifestation et des grèves qui aujourd'hui bloquent le pays... Et le nouveau gouvernement n'a pas encore engendré une nouvelle façon de faire de la politique, et ce malgré des efforts d'un travail interministériel plus ouvert à la société. Ce sera long pour imprimer une nouvelle culture de la participation. Or le temps long lasse la société qui perd confiance. Ouvrir le débat, créer des espaces de dialogue, expliquer les difficultés, le sens des réformes, discuter des options sont des passages obligés et des défis à relever.

Une méthode de travail pour la réflexion et l'action



C'est sur ces défis que **Claude Fischer** a inscrit la responsabilité de l'association et sa mission. Elle a proposé une méthode pour qu'elle devienne un véritable « acteur

politique » : un travail en réseau avec des acteurs d'horizons divers ou de sensibilités différentes sur quelques grands sujets, définis à partir d'une analyse de la réalité et d'un diagnostic partagé. En soi, c'est déjà un gros travail. Mais elle devra aller plus loin et ouvrir des options de réformes, avec des études comparatives avec ce qui se fait en Europe. Pas pour transférer des modèles : l'Afrique l'a trop pratiqué à ses dépens, mais pour que chacun s'enrichisse des expériences de l'autre, et qu'elle invente son propre modèle.

Quatre sujets ont été ciblés pour cette première journée : l'investissement pour réussir l'industrialisation du Burkina Faso, l'enjeu de l'éducation pour construire une démocratie adaptée, le droit OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires) et le statut de l'entrepreneuriat, la place de la jeunesse et l'action du groupe « Jeunes ».

Articuler investissement et industrialisation



Bintou Diallo, vice-présidente d'Eurafric 21, directrice générale de l'API-BF (Agence de promotion des Investissements au Burkina Faso), nous a expliqué le lien

entre l'investissement et l'industrialisation, priorité que le gouvernement s'est fixée. Il faut selon elle définir les besoins et s'appuyer sur les atouts pour créer la richesse. Le Burkina Faso n'en manque pas. Elle a cité « l'enclavement » comme un atout majeur : au cœur de l'Afrique de l'Ouest, le pays doit devenir un carrefour ! Les secteurs comme l'agriculture, le coton ou l'or, ou encore le soleil, sont importants mais l'absence d'infrastructures et de compétences, la faiblesse

du système financier, privent le pays de leur transformation. Des projets sont à l'étude et des engagements de bailleurs internationaux sont pris. Mais il faudra des garanties que l'Etat ne peut encore fournir pour investir dans les routes, les chemins de fer, le fret aérien... et dans les hommes. Car la transformation exige des hommes et des femmes qualifiés, des métiers que les écoles ne forment pas suffisamment. La discussion s'est développée à partir de nombreuses questions de la salle, et en particulier sur l'attractivité du marché burkinabè, comparé aux autres marchés dans la région. Comment travailler en complémentarité avec les voisins ? Peut-on créer de nouvelles filières industrielles, comme le numérique et la culture, voire la banque ?

Quel type de démocratie ? Inventer une 3^{ème} voie...



Puis **Idrissa Ouedraogo**, professeur d'économie, directeur du CEDRES (Centre d'études de documentations et de recherches économiques et sociales), membre

du CA d'Eurafric 21, a cherché à faire le lien entre l'école et la démocratie. Une recherche que nous avons envie de « creuser » tant la démocratie appelle des connaissances et de l'engagement civique ! Mais l'éducation pour tous ne doit pas se traduire par un accès à l'université pour tous. « Quand ils ont 4000 étudiants en économie en 1^{ère} année, les professeurs font le show ! » s'est-il exclamé, et les étudiants n'ont aucune chance de réussir. Adapter l'apprentissage, et former aux métiers, « travailler avec ses dix doigts », permettra plus sûrement une implication dans la vie active et politique. Une opinion partagée par l'ensemble des participants sensibles à la proposition du professeur d'une « dictature éclairée ». Les démocraties occidentales ne sont pas le modèle (pas même pour elles-mêmes !), on les a transposées « sous la pression », voire le chantage aux aides au développement... Le pays a besoin d'autorité et de résultats. Le Rwanda est un exemple envié, mais comme l'a résumé **Zallia Mantoro**, notre secrétaire

général, il faudra « se faire violence et s'autodiscipliner », une formule qui ouvre sans doute la voie à un autre type de relations sociales et politiques, une 3^{ème} voie que **Souleymane Nacro**, entomologiste, nouvel adhérent d'Eurafric 21, a appelé de ses vœux. Cette voie nécessitera des réformes des structures institutionnelles et politiques pour permettre la participation de toutes celles et ceux qui veulent se mêler de l'avenir de la société et apporter leurs compétences à la définition du bien commun et du vivre ensemble. De ce point de vue, comme l'a résumé Claude Fischer, l'Europe et l'Afrique ont le même défi.

Un statut de l'entrepreneuriat pour la jeunesse et les femmes



De gauche à droite : Alfred Bama et André-Franck Ahojo

L'après-midi a été consacré à l'évolution du droit OHADA avec **Alfred Bama**, président du Cercle OHADA du Burkina Faso, et **André-Franck Ahojo**, juriste de formation qui a travaillé 4 ans à l'OHADA pour le compte de la Banque Mondiale. L'angle a été mis sur l'opérabilité du statut de l'entrepreneuriat, présenté comme une innovation et une des clefs pour l'avenir de la jeunesse. Aujourd'hui les jeunes et les femmes qui travaillent le font majoritairement dans l'économie informelle : ils ne sont ni recensés, ni déclarés, ni protégés. Comment acquérir une sociabilité ? Alors qu'il offre l'opportunité aux entreprises informelles – représentant 80% de l'économie – de bénéficier de droits et de financements et qu'il offrirait des rentrées fiscales au gouvernement, ce nouveau statut créé en 2009 est très peu appliqué en Afrique de l'Ouest et dans la zone OHADA, sauf au Bénin. Le passage au secteur formel dépend des mesures d'accompagnement ou des politiques de soutien à l'entrepreneuriat, mais au Burkina Faso, on en est encore au stade de la réflexion. Parallèlement, l'OHADA a engagé une réforme de son droit des socié-

² Voir ses slides sur le site www.entretiens-europeens.org

tés commerciales en 2014 dans lequel elle a introduit la possibilité pour une SARL de se constituer sans capital social minimum. Elle a simplifié les procédures pour inciter à la création d'entreprises, et contribuer à la croissance par un droit mieux adapté à la réalité de l'économie des pays. Le secteur informel est diversifié et vivant : comment encourager les entreprises qui prendront tous les risques ? Et leur permettre l'accès aux banques qui n'en prennent aucun ? Quand il existe deux poids deux mesures (on fiscalise ces petites entreprises et on exonère les mines ou certaines multinationales de TVA et de taxes locales), ce n'est pas incitatif a souligné **Yves Kinda**, avocat. L'idée n'est pas de formaliser tout le secteur mais de créer un secteur dynamique, rentable, et d'éduquer les jeunes : donner l'envie d'entreprendre, alors qu'ils sont encore majoritaires à rêver de devenir fonctionnaires. De ce point de vue, les différences avec l'Afrique de l'Est, plus dynamique, sont à rechercher

dans le passé colonial a souligné **Souleymane Nacro**, et comme pour la voie démocratique, il faut « inventer notre propre voie législative » a-t-il ajouté.

La contribution du groupe « Jeunes »



Une quinzaine de jeunes étudiants présents se sont interrogés ensuite sur les défis que **Roger Zoundi**, étudiant en formation d'ingénieur (sur la photo), a résumés en trois

points :

- connaître la réalité de la jeunesse ;
- prendre en compte cette réalité dans l'élaboration des politiques de développement ;
- les faire participer à leur mise en œuvre et leur évaluation.

« Il y a un vide » a-t-il ajouté, et il n'existe aucune structure dédiée, à l'image de la CCI par exemple, où les jeunes pour-

raient être associés. Quant à l'éducation, elle n'est pas adaptée à nos besoins : il s'agit de repenser son but et ses débouchés. Mais qu'ils soient étudiants en droit, en économie ou en philosophe, tous veulent pouvoir développer leurs propres initiatives. « Dès qu'on nous fédère, on veut nous politiser », a déclaré une jeune étudiante en droit : « il faut réfléchir sur nous-mêmes et ne pas attendre tout du gouvernement. On pourra d'autant mieux le critiquer qu'on aura analysé ses propositions ». Comment repenser le long terme et encourager les jeunes à créer leurs projets quand ils veulent tout et tout de suite, et rêvent de devenir « millionnaires » ? s'est interrogé un étudiant en philosophie ? Des questions qui ont permis de déboucher sur deux axes de réflexion à engager dans la perspective de Dakar en février 2018 : imaginer la place des jeunes dans des institutions ouvertes et créer les conditions de leur participation à la définition des politiques d'éducation.

¹ Créée le 10 janvier 2017 à Ouagadougou pour toute l'Afrique de l'Ouest, l'association est présidée par Kako Nubukpo, entouré d'une vice-présidence composée de Didier Acouetey, Félix Bikpo, Bintou Diallo, Claude Fischer-Herzog, Jean-Luc Konan, Hermann Kouassi et Moussa Touré. Pour tout contact : Zallia Mantoro, secrétaire générale : ozalliam@yahoo.com

Conférence

Les enjeux énergétiques pour une croissance inclusive en Afrique de l'Ouest

La 2^{ème} journée a donné lieu à une conférence-débat sur l'énergie passionnante... et passionnée ! Quatre heures de débat entre le **Ministre Dissa**, l'ambassadeur de l'UE auprès du Burkina Faso, le représentant de l'UEMOA, les acteurs du secteur, la représentante de la Banque Mondiale, et la directrice des Entretiens Eurafriens³.

Le ministre a ouvert la séance en rappelant les priorités : produire et consommer mieux. Diversifier le mix avec le solaire, (cinq centrales solaires sont en construction avec le soutien de la BAD, de l'UE et de l'AFD), promouvoir l'efficacité pour réduire les coûts de l'énergie et son prix, le plus élevé de la région, en invitant les consommateurs à gaspiller moins. Il a proposé



De gauche à droite : **Claude Fischer-Herzog** Directrice des Entretiens Européens et Eurafriens, **Alpha Oumar Dissa** Ministre de l'Energie, **Kouame Kouassi** Secrétaire général de 2IE,

de sortir du « débat d'économistes » entre production et efficacité, affirmant que le problème n'était pas dans l'offre, ce qui a provoqué une confrontation intéressante animée par **Francis Semporé**, directeur des Affaires internationales à 2IE, membre du bureau

d'Eurafric 21. Quelle est la stratégie ? Comment s'inscrit-elle dans l'avenir et dans la région ? Le directeur de l'énergie de l'UEMOA, **Roger Hounkanrin**, et **Jean Lamy**, représentant de l'UE ont souligné l'enjeu d'une région mieux interconnectée mais où les projets dé-

³ Voir aussi l'article dans *Le Faso.net* : <http://lefaso.net/spip.php?article78168>

centralisés doivent être soutenus. Le représentant de l'UE -qui consacre plus de 400 millions de Fcfa à la réalisation des projets- a souhaité ne pas être réduit à son rôle de bailleur de fonds !

Avoir une vision de long terme pour l'Afrique confrontée à des défis inédits

Bruno Korgo, directeur général des Energies renouvelables (EnR), a signalé que le gouvernement a mis en place un cadre institutionnel à même de favoriser un véritable développement du secteur et cela notamment à travers la loi sur la réglementation générale du secteur de l'Énergie. Pour **Claude Fischer**⁴, le Burkina Faso a surtout un problème de production et elle s'interroge sur la priorité donnée à l'efficacité et au message donné aux populations (qui consomment moins que ceux des pays voisins) au moment même où le gouvernement se donne la mission d'industrialiser le pays. Pas d'industrie sans électricité ! Or, le lien n'est pas fait, et il manque une vision de long terme : confronté à ses défis démographiques, aussi bien à la campagne qu'à la ville, le pays devra produire beaucoup plus pour créer des entreprises mais aussi développer ses coopératives « et permettre aux femmes de faire la cuisson », a confirmé le professeur **Abdoulaye Ouedraogo**, président d'ABAPEE, une association burkinabè des acteurs et professionnels de l'efficacité énergétique.

Favoriser un mix diversifié

Le Burkina Faso aura besoin de toutes les sources et le futur mix ne doit en exclure aucune, a-t-il ajouté, appuyé par



De gauche à droite : Souleymane Sow, Mariam Diop, Claude Fischer-Herzog, Jean Lamy, Roger Hounkanrin, Bruno Korgo, Abdoulaye Ouedraogo

le directeur de l'énergie de l'UEMOA qui a rappelé les contraintes que les pays du monde veulent imposer à l'Afrique dans le contexte du réchauffement climatique. Pour **Souleymane Sow**, l'effort doit être porté sur les renouvelables et en particulier le solaire, et sur le stockage de l'électricité pour la nuit. Penser qu'on va pouvoir continuer avec le thermique, s'interroger sur le nucléaire, n'est pas sérieux pour cet entrepreneur de MicroSow qui a fait ses études en Allemagne. Mais quand **Mariam Diop**, responsable des opérations à la Banque Mondiale, nous dit qu'elle ne peut plus financer le thermique sous la pression des pays du Nord, on ne peut que s'interroger quand l'Allemagne a ouvert 17 centrales au charbon suite à la fermeture de ses centrales nucléaires, et quand la Pologne exploite le charbon, son atout national. « Un charbon qui est subventionné en Europe jusqu'en 2018 », a rappelé Claude Fischer. On a retrouvé là les débats qui traversent l'Union européenne.

« Les orientations de la Commission privilégiant les EnR au détriment des autres sources comme le gaz et le nucléaire, a créé des effets pervers sur le marché » a-t-elle rappelé, et a conduit à une « renationalisation des politiques énergétiques, au détriment de la solidarité et de la compétitivité de notre industrie elle-même ». Comment favoriser un mix diversifié en Afrique ? Les pays d'Afrique, en retard de développement, ne doivent-ils pas déroger aux exigences de la COP 21 (comme la Chine à Kyoto), d'autant que le Fonds vert qui doit les aider à décarboner leur électricité n'a pas reçu le premier dollar... Les Etats de l'Afrique de l'Ouest ont leur politique énergétique à construire, et là encore, ne doivent-ils pas s'appuyer sur leurs atouts, former les acteurs pour assurer leur développement, et valoriser des projets décentralisés et des projets transfrontières qui leur permettent d'électrifier leur région ? Un beau sujet qui fera l'objet d'une table ronde à Dakar.

⁴ Claude Fischer anime Les Entretiens Européens sur l'Union de l'énergie en Europe, l'enjeu de la sécurité énergétique, et la place du nucléaire dans le mix. Prochain colloque le 19 octobre à Bruxelles. www.entretiens-europeens.org

Les prochaines étapes sur la route de Dakar

Les Rencontres Eurafricaines se sont prolongées par des rendez-vous avec nos amis et partenaires, et notamment avec **Issaka Kargougou**, le nouveau directeur général de la CCI du Burkina Faso, **Abdallah Boureima**, président de l'UEMOA et **Ibrahim Lumumba Idi-Issa**, secrétaire exécutif adjoint du CILSS⁵, intéressés par la prochaine édition des Entretiens Eurafricains de Dakar de

février 2018. Eurafricaine 21 et Les Entretiens Eurafricains participeront au Forum de l'API-Mali à **Bamako en décembre** sur la politique d'investissement du Mali, sa place dans l'union régionale et ses relations commerciales et de coopération avec les autres pays de l'Afrique de l'Ouest. Ils seront également à **Abidjan** pour animer un débat sur la bancarisation et le financement

des PME lors du forum organisé par le LAB (Land of African Business) qui se tiendra en marge du Sommet des chefs d'Etat UE/Afrique. **Deux belles étapes vers Les Entretiens Eurafricains de Dakar.**

EURAFRIQUE 21
Ouagadougou le 10 juillet 2017

⁵ <http://www.cilss.int/index.php/2017/07/13/une-delegation-des-entretiens-europeens-et-eurafricains-au-cilss/>